

## Patrick Gordon-Walker, La politique européenne du Parti travailliste

**Légende:** En 1952, Patrick Gordon-Walker, membre travailliste de la Chambre des Communes et délégué britannique à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, décrit dans la revue française Notre Europe la position du parti Labour sur les questions européennes.

**Source:** Notre Europe. Revue européenne. dir. de publ. Hoffet, Frédéric; Tabouis, Geneviève; Zenner, Jacques. 1952, n° 14; 3e année. Strasbourg: Société européenne d'éditions et de publications. "La politique européenne du Parti travailliste", auteur:Gordon-Walker, Patrick , p. 26-32.

**Copyright:** (c) Notre Europe / Société européenne d'édition et de publications

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/patrick\\_gordon\\_walker\\_la\\_politique\\_europeenne\\_du\\_parti\\_travailliste-fr-bc441c70-e71c-4bc7-99c3-15e3e940c2b5.html](http://www.cvce.eu/obj/patrick_gordon_walker_la_politique_europeenne_du_parti_travailliste-fr-bc441c70-e71c-4bc7-99c3-15e3e940c2b5.html)

**Date de dernière mise à jour:** 14/05/2013

## La politique européenne du parti travailliste

par le très honorable Patrick Gordon-Walker

*Membre travailliste de la Chambre des Communes*

*Ancien Secrétaire d'Etat pour les relations avec le Commonwealth*

*Représentant britannique à l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe en 1951 et 1952*

L'attitude de principe du Parti Travailliste anglais à l'égard du Conseil de l'Europe apparut clairement pendant que ce Parti était au pouvoir. Elle reste inchangée, maintenant que les Travaillistes sont dans l'opposition.

Notre parti est opposé à ce que la Grande-Bretagne entre dans une Fédération européenne en tant que membre. La Grande-Bretagne ne doit pas devenir une province dans un Etat nouvellement créé. Ceci s'applique également à des fédérations partielles du type du Plan Schuman ou de la Communauté européenne de Défense. En effet, toutes ces institutions prévoient des parlements communs et des organes supra-nationaux dont les membres seraient soumis à une nouvelle autorité qui ne serait pas responsable devant les parlements de leurs pays respectifs.

En laissant de côté pour un moment les raisons de cette attitude, mal comprise en général, il faut remarquer que cette politique a pour corollaire que nous sommes énergiquement opposés à toute tentative de faire du Conseil de l'Europe et en particulier de l'Assemblée Consultative quelque chose qu'ils ne sont pas. Nous nous opposons résolument à ceux qui tentent sans cesse de conférer des pouvoirs à une Assemblée qui est uniquement consultative. Nous croyons que l'Assemblée avec ses fonctions actuelles peut remplir un rôle utile et nécessaire. Mais nous doutons qu'elle puisse seulement survivre ou conserver son rang si elle continue à se débattre dans des discussions stériles sur son propre statut.

Les délégués strasbourgeois du Parti Travailliste sont irrités du fait qu'on les accuse continuellement d'être de mauvais Européens, des égoïstes, obstinés et aveugles. Nous croyons avoir une attitude bien plus réaliste et optimiste vis-à-vis de l'unité européenne que ceux qui nous critiquent. Selon nous, une harangue dans le genre de celle qu'a faite M. Spaak après sa démission de président de l'Assemblée ne peut que faire beaucoup de tort. De tels discours, aussi éloquents et bien-intentionnés qu'ils soient, ont pour résultat d'entretenir la tension des esprits et les divisions de l'opinion.

Tous les progrès, sans exception, réalisés en direction de l'Unité européenne, — qu'il s'agisse de l'O.E.E.C., du SHAPE, du Plan Schuman ou de l'E.D.C. — l'ont été en dehors du Conseil de l'Europe. On doit en rendre responsables pour une grande part ceux qui discutent sur la création de l'Europe et de « vrais Européens ».

Il faut reconnaître que l'attitude du Parti Travailliste a été présentée dans une forte mesure comme étant négative et isolée. On nous a dépeints comme étant les seuls mauvais Européens. Si seulement on pouvait nous convertir, tout le monde se mettrait à la tâche pour édifier la vraie Europe. Les délégués du Congrès américain venus à Strasbourg l'an dernier et qui semblaient penser que ce qui s'était avéré possible et valable pour les Etats-Unis devait se révéler comme étant valable et possible pour l'Europe également, reprirent en chœur ces accusations.

Aussi longtemps qu'ils se trouvèrent dans l'opposition, les conservateurs continuèrent à entretenir cette opinion générale. Ils donnèrent l'impression que même s'ils ne participaient pas à une Fédération Continentale, ils seraient en tout cas favorables à une participation britannique à une fédération partielle du type du Plan Schuman. Le revirement du Parti Conservateur, lors de son arrivée au pouvoir, a semé la consternation et le dépit parmi les Fédéralistes. Mais on n'a pas l'impression qu'il ait déterminé chez ceux-ci une vue plus réaliste des choses.

Une chose devrait cependant, être tout à fait claire à présent, c'est que la Grande-Bretagne ne veut pas devenir partie intégrante d'une Fédération dans le sens strict d'un nouvel Etat souverain. Et non seulement la

Grande-Bretagne, car c'est une idée tout à fait fautive de croire que le Parti Travailleur ou aussi les Anglais non rattachés à un parti sont seuls à adopter cette attitude. Presque tous les Scandinaves, la majorité des socialistes belges et tous les socialistes allemands partagent notre manière de voir. Ils ne changeraient pas leur attitude, simplement parce que les Anglais changeraient la leur. Ils ne sont pas à la remorque de l'Angleterre. Ils poursuivent une politique qu'ils croient être la bonne.

Je crois que le moment est venu de reconnaître que le Parti Travailleur peut faire état d'idées constructives sur l'Unité Européenne et le Conseil de l'Europe. Maintenant qu'il apparaît clairement que la voie que suivent les Fédéralistes à Strasbourg ne mène à rien, on devrait tout au moins prendre note des observations que le Parti Travailleur croit devoir faire à ce sujet. Aussi longtemps que le Parti Conservateur se trouvait dans l'opposition, il ne semblait nullement nécessaire d'écouter le Parti Travailleur. Tous les espoirs allaient vers un changement du gouvernement britannique, car alors, se disait-on, les Anglais se rangeraient du côté des Fédéralistes. Dans ces circonstances ce n'était guère la peine pour le Parti Travailleur de mettre en avant ses idées positives sur l'Unité Européenne. Dans tous les cas, personne n'y aurait fait attention.

A tout prendre, le Parti Travailleur s'est contenté jusqu'ici de proclamer que si des pays de l'Europe continentale envisageaient de créer des fédérations partielles ou totales, nous ferions de notre mieux pour les soutenir et pour coopérer avec eux à des conditions ne nous entraînant pas à devenir une province d'une telle fédération. Cette attitude reste la nôtre. Nous n'empêchons pas d'autres pays de se constituer en Fédération et nous serions heureux qu'ils réussissent. Si leur projet devient une réalité, il faudra que nous trouvions les moyens de coopérer avec eux.

Cependant, nous ne nous contentons pas du rôle de spectateurs bienveillants, abandonnant tout le travail aux autres. Nous avons des vues claires sur les moyens propres à réaliser l'unité européenne que nous considérons comme étant un des objectifs les plus importants dans la période actuelle.

Nous faisons une distinction entre Fédération européenne et Unité européenne. Selon nous, ceux qui parlent de la fédération comme étant le seul moyen de réaliser l'unité font un grand tort à la cause. Par leur faute, on passe pour être un adversaire de l'unification européenne ou même un mauvais Européen quand on est hostile à l'idée de fédération.

Il est maintenant tout à fait certain qu'aucune fédération n'englobera toute l'Europe. Il y aura ou il n'y aura pas des fédérations partielles dans le genre de la Communauté de Défense. Ce dont on peut être assuré, c'est qu'un certain nombre de nations européennes resteront en dehors. Pour cette raison, si nous aspirons à créer une Europe unie nous devons trouver quelque méthode qui permettra de réaliser une communauté plus large que ces fédérations partielles.

Nous sommes convaincus que la bonne solution doit être cherchée dans une unité organique distincte des méthodes constitutionnelles qu'implique l'idée de fédération. Par unité organique j'entends une coopération entre gouvernements pouvant se transformer graduellement en une union toujours plus étroite. Dans le cas de l'O.E.E.C. et du N.A.T.O. nous avons vu comment la coordination de souverainetés peut assurer une union bien plus efficace que l'abandon de souveraineté. La mise sur pied d'organisations intergouvernementales nous permettrait de réaliser une véritable unification de l'Europe occidentale.

Le Parti Travailleur n'a pas une attitude intransigeante dans sa façon d'aborder le difficile problème de l'Union européenne. Toute notre pensée est que des conceptions trop rigides et des formules trop précises vont à l'encontre de leurs propres intentions. Il va sans dire que nous sommes prêts à adapter notre politique aux faits et événements nouveaux qui viendraient à se produire.

Récemment, des événements d'une importance décisive ont eu lieu, dont il doit être tenu compte. Ce sont en particulier la conférence de Lisbonne et la note russe relative à l'unification et à la remilitarisation de l'Allemagne.

Ces deux ordres de fait, sont en rapport étroit et concernent un problème absolument fondamental pour qui veut avoir une vue réaliste de l'unification européenne et de l'avenir du Conseil de l'Europe : le problème du

réarmement allemand.

Le Parti Travailleiste admet en principe que le réarmement allemand est nécessaire, mais qu'il est lié à certaines conditions. D'autres puissances faisant partie du N.A.T.O. doivent être réarmées avant qu'on ne réarme l'Allemagne et les effectifs allemands doivent être incorporés dans une armée internationale.

Dans quelle mesure les projets de Lisbonne, s'ils sont mis à exécution, satisferont-ils les conditions que le Labour pose au réarmement allemand ? De quelle manière les nouvelles propositions soviétiques vont-elles influencer sur la situation ?

Pour l'instant, personne ne peut répondre à ces questions. C'est ce qui explique qu'à l'intérieur du Parti Travailleiste il y a des divergences d'opinion à l'égard de certains aspects de la politique européenne. Un petit nombre seulement est favorable à la participation de la Grande-Bretagne à la Communauté de Défense et même ceux-là voudraient la voir édifier sur une base entièrement nouvelle.

Quelques-uns inclinent plutôt à soutenir au maximum l'E.D.C., sans participation effective. D'autres encore pensent que la proposition russe relative au réarmement et à l'unification de l'Allemagne a singulièrement réduit les chances de voir aboutir l'E.D.C.

Ces divergences ne représentent cependant que des différences d'accentuation d'une politique générale. Elles trouveront leurs solutions au fur et à mesure des événements.

L'attitude du Parti Travailleiste à l'égard du Conseil de l'Europe n'en sera pas affectée. Elle est comprise dans une politique générale vis-à-vis des questions européennes. Le Conseil de l'Europe n'est pas pour nous une institution d'un caractère particulier, à l'égard de laquelle il faudrait pratiquer une politique spéciale. Les raisons de cette attitude ne doivent pas être cherchées dans un attachement borné et démodé à l'idée de l'indépendance nationale (une chose qui n'est pas mauvaise en elle-même). Elle découle du fond permanent de notre politique à l'égard de l'Europe.

C'est aussi notre point de vue que la défense de l'Europe occidentale doit être organisée. Nous sommes prêts à y apporter une importante contribution et à maintenir les forces britanniques sur le continent aussi longtemps que la menace d'une agression ne se sera pas dissipée. Nous pensons que le réarmement allemand, sous une forme ou une autre, est inévitable. Nous ne savons pas quand il se fera et si l'Allemagne occidentale seule ou si l'Allemagne unifiée procédera à ce réarmement. Nous sommes d'avis que l'Allemagne réarmée doit être intégrée dans une armée internationale. Nous professons que la Communauté Atlantique a une importance primordiale et que l'unification européenne doit être réalisée dans son cadre.

A vrai dire, pour bien comprendre la position du Parti travailleiste, il faut se rendre compte que notre point de départ n'est pas l'Europe mais la Communauté Atlantique. Nous n'ignorons pas que l'Europe soit une unité apte à vivre par ses propres moyens.

Il est d'une importance fondamentale pour la Grande-Bretagne que l'unification européenne se fasse à l'intérieur de la Communauté Atlantique et que rien ne soit entrepris pouvant dissocier les deux Communautés.

La Grande-Bretagne est à la fois une puissance européenne, atlantique et une puissance du Commonwealth. Nous ne pouvons bien remplir notre rôle en Europe que si l'on tient compte de ce triple aspect.

Une des raisons pour lesquelles nous ne pouvons pas devenir un membre subordonné d'un nouvel état fédéral est que nous ne pouvons pas remplir notre rôle à l'intérieur du Commonwealth si nous abandonnons notre souveraineté. Le Commonwealth est constitué de nations souveraines aux droits égaux. Nous ne pourrions pas en faire partie comme province d'un autre état.

Mais il y a plus. Dans la Communauté Atlantique nous restons en contact aussi étroit que possible avec les Américains. Cela a pour nous une importance essentielle par rapport à notre situation de puissance atlantique

et de puissance du Commonwealth. Chacun des membres du Commonwealth reste en contact étroit avec les Etats-Unis, et chacun admet que le Grande-Bretagne et les Etats-Unis resteront unis dans une alliance étroite.

Si nous prenions la décision d'entrer dans une fédération européenne, il y aurait le grave danger que l'Amérique se retire de l'Europe. Une importante fraction de l'opinion américaine voudrait mettre un terme aux engagements financiers en Europe le plus tôt possible.

En restant en dehors de toutes les fédérations continentales, nous avons en vue de maintenir associées les Communautés Européenne et Atlantique. Cela est d'importance capitale pour notre propre rôle de puissance et cela l'est également pour la force et la prospérité de l'Europe. Les fédéralistes qui s'efforcent de faire participer les Anglais à des organisations fédérales européennes, poursuivent une politique peu clairvoyante. Mais nous ne nous confinons pas dans une attitude négative, nous désirons apporter tout notre concours à l'instauration d'organisations intergouvernementales en Europe, pouvant être étendues facilement à la Communauté Atlantique tout entière.

Reste la question de l'avenir du Conseil de l'Europe. Celui-ci court déjà le danger d'être laissé à l'écart. S'il persiste à vouloir se transformer en un parlement fédéral, muni de pouvoirs, il se pourrait bien qu'il perde en influence. Ce serait grand dommage. L'Assemblée remplit un rôle très important comme lieu de discussion des problèmes européens. Elle peut coordonner le fonctionnement des différentes organisations européennes et des institutions qui sont en train de naître.

Les récentes déclarations de M. Eden contiennent des propositions en vue d'articuler les parlements de l'E.D.C. et de la Communauté du Charbon et de l'Acier sur l'Assemblée de Strasbourg. Toutefois cette idée révèle des dangers, car l'association de deux parlements d'un caractère tout à fait différent peut entraîner la discorde.

Dans tous les cas, l'Assemblée Consultative jouerait un rôle bien plus efficace, si elle pouvait discuter les problèmes afférents aux organisations intergouvernementales auxquelles participent tous les pays européens.

C'est une raison de plus pour laquelle nous voudrions voir les efforts se concentrer sur la création d'organisations nouvelles de cette sorte. Elles ne serviraient pas seulement la cause de l'unité réelle de l'Europe, elles donneraient également un but réel à l'Assemblée Consultative.